

BRÈVES SECTORIELLES

Asie du Sud

Une publication du SER de New Delhi
N°3-2026- du 2 mars 2026

En bref

Énergie

1. La Central Electricity Authority publie sa feuille de route pour porter la capacité de STEP à plus de 100 GW d'ici 2036.
2. **Sri Lanka** : Le Sri Lanka adopte un plan national de développement des énergies renouvelables 2025-2030.
3. **Sri Lanka** : Proposition d'augmentation de 13,56 % du prix de l'électricité.

Transports

4. L'Inde prévoit de fabriquer 260 rames Vande Bharat Sleeper pour développer les services ferroviaires nocturnes à semi-grande vitesse.
5. L'Inde approuve la construction d'une quatrième ligne ferroviaire entre Baikunth et Urkura afin d'augmenter la capacité sur un corridor à forte densité.
6. L'Inde accélère l'extension de capacité du port international de Vizhinjam pour renforcer son rôle dans le transbordement mondial.
7. **Sri Lanka** : Deux financements de la SFI pour 186 M USD en soutien au secteur privé et à la modernisation du port de Colombo.
8. **Sri Lanka** : Le port de Colombo atteint un record de 8,29 M TEU en 2025 et vise 15 M TEU de capacité.

Ville

9. Un métro approuvé entre les aéroports de Mumbai et de Navi Mumbai.
10. Approbation de l'Urban Challenge Fund, doté de 11 Mds USD sur 5 ans.
11. L'Inde publie les règles de gestion des déchets solides 2026, imposant le tri à la source et le traitement sur site pour les gros producteurs dès avril.

Environnement

12. L'Inde ajoute deux nouvelles zones humides à la liste de Ramsar, portant à 98 le nombre de sites reconnus au niveau international.
13. Renforcement de la coopération UE-Inde en matière de transition écologique avec le lancement du CECP III et l'accord de libre-échange.

Santé

14. Le secteur indien des dispositifs médicaux devrait atteindre 50,1 Mds USD d'ici 2030, selon un rapport de Rubix Data Sciences
15. Le budget indien 2026-2027 prévoit une hausse de 6 % des crédits de santé et la mise en place de mesures en faveur de la formation et de la filière biopharmaceutique
16. Les géants pharmaceutiques français Servier et Sanofi étendent leur présence en Inde.

Aviation civile

17. Airbus et l'Université Gati Shakti lancent un Centre d'Excellence pour promouvoir la recherche aéronautique durable en Inde.
18. SpiceJet lance des vols quotidiens vers Imphal.
19. L'Odisha annonce un couloir d'essai de drones à Rangeilunda.
20. Création d'un centre d'excellence indo-français en aéronautique à Kanpur (Uttar Pradesh).
21. L'Himachal Pradesh demande un appui renforcé pour l'aviation régionale.
22. **Maldives** : Trans Maldivian Airways élargit sa flotte avec l'arrivée de son 66^{ème} appareil.

Énergie

Inde

La Central Electricity Authority publie sa feuille de route pour porter la capacité de STEP à plus de 100 GW d'ici 2036

La Central Electricity Authority (CEA), organisme rattaché au ministère indien de l'Énergie, a publié début 2026 une feuille de route détaillant le développement des stations de transfert d'énergie par pompage (STEP) afin de répondre aux besoins croissants de stockage de longue durée du système électrique indien. Selon les projections de la CEA, la capacité installée de STEP devrait atteindre environ 87 GW à l'horizon 2034, avec un rythme moyen d'ajout de 9 GW par an, pour dépasser 100 GW d'ici 2036. L'agence précise toutefois que ces estimations reposent sur le rythme actuel de déploiement et pourraient être affectées par des retards, la durée de gestation des projets étant d'environ quatre ans. Le développement des STEP implique par ailleurs des investissements élevés : le coût moyen est estimé à 60 M INR par MW, conduisant à un besoin d'investissement total d'environ 5 800 Mds INR pour les projets à venir.

Le document souligne que l'Inde dispose d'un potentiel total estimé à 267 GW pour les STEP. Au 31 décembre 2025, 10 projets totalisant 7 GW étaient en exploitation, tandis que 10 projets supplémentaires, représentant 12 GW de capacité, étaient en construction. En outre, environ 10 GW de projets disposant d'autorisations avaient été approuvés et devaient entrer prochainement en phase de travaux. Par ailleurs, 54 projets en phase d'études et d'investigations, représentant 75 GW, ont été identifiés.

Les STEP sont appelées à jouer un rôle central dans l'intégration des énergies renouvelables, en contribuant à l'équilibrage du réseau, à la gestion des pointes de demande et à la fourniture d'une électricité pilotable et fiable. Selon la CEA, le développement des STEP est indispensable pour accompagner la montée en puissance des capacités de production non fossiles, attendues à 500 GW en 2030, 701 GW en 2035 et 2 187 GW en 2047.

[En savoir plus](#)

Sri Lanka

Le Sri Lanka adopte un plan national de développement des énergies renouvelables 2025-2030

Le Sri Lanka a adopté le *Renewable Energy Resources Development Plan 2025-2030*, conçu par la Sri Lanka Sustainable Energy Authority (SLSEA) pour accélérer le déploiement des énergies renouvelables dans le cadre de la politique énergétique nationale. L'objectif central du plan est d'atteindre 70 % de la demande électrique nationale à partir de sources renouvelables d'ici 2030, conformément à l'engagement du pays vers la transition énergétique et la neutralité carbone à l'horizon 2050.

Le plan, qui s'appuie sur une cartographie nationale des ressources énergétiques, identifie et priorise les sites adaptés pour des projets renouvelables, établit une feuille de route pour le développement de parcs énergétiques, et inclut des technologies telles que des installations solaires flottantes.

[En savoir plus](#)

Proposition d'augmentation de 13,56 % du prix de l'électricité

Le CEB (Ceylon Electricity Board), l'entreprise de production électrique publique du Sri Lanka, a proposé une hausse du prix de l'électricité de 13,56 % pour la période allant du 1^{er} avril au 30 juin, qui doit encore être approuvée par la Commission des Services Publics (PUCSL). Cette augmentation tarifaire permettrait de compenser un déficit que la CEB estime à 15,85 Mds LKR (51,2 M USD) pour la période allant d'avril à juin 2026. La PUCSL avait refusé d'approuver une hausse de 6,8 % du prix de l'électricité en octobre dernier afin de préserver le pouvoir d'achat des ménages. L'augmentation du prix de l'électricité correspond aux exigences du FMI d'une tarification fondée sur les coûts de production et d'un mécanisme de fixation des prix transparent et indépendant.

[En savoir plus](#)

Transports

Inde

L'Inde prévoit de fabriquer 260 rames Vande Bharat Sleeper pour développer les services ferroviaires nocturnes à semi-grande vitesse

Le ministère indien des Chemins de fer a annoncé, le 4 février 2026, son intention de fabriquer 260 rames Vande Bharat Sleeper, destinées à étendre l'offre de trains nocturnes à semi-grande vitesse à l'échelle nationale. La fabrication sera assurée par BEML (Bharat Earth Movers Limited), entreprise publique indienne spécialisée dans l'ingénierie lourde et le matériel ferroviaire, en partenariat avec Alstom, ainsi que par l'Integral Coach Factory (ICF) de Chennai.

La version « sleeper » de la plateforme Vande Bharat a été conçue pour renforcer le confort des passagers, la sécurité et l'efficacité énergétique, tout en établissant de nouveaux standards pour le transport ferroviaire de nuit. Le ministère inscrit le projet Vande Bharat Sleeper dans une stratégie plus large de modernisation du matériel roulant, visant à améliorer l'expérience de voyage et à promouvoir un réseau ferroviaire plus sûr, plus performant et technologiquement avancé.

[En savoir plus](#)

L'Inde approuve la construction d'une quatrième ligne ferroviaire entre Baikunth et Urkura afin d'augmenter la capacité sur un corridor à forte densité

Le ministère indien des Chemins de fer a approuvé la construction d'une quatrième ligne ferroviaire entre Baikunth et Urkura, sur un tronçon de 26,4 kilomètres relevant du South East Central Railway, pour un investissement estimé à 4,26 Mdr INR (environ 50 M USD).

La section Baikunth-Urkura est située sur l'axe principal Bilaspur-Raipur-Nagpur, qui fait également partie de la ligne à haute densité Mumbai-Howrah, l'un des réseaux ferroviaires les plus saturés en Inde. L'ajout d'une quatrième voie devrait augmenter la capacité et la flexibilité opérationnelle.

Le projet devrait permettre le transport de 14,25 millions de tonnes supplémentaires de marchandises par an, soutenant l'acheminement de produits en vrac tels que le charbon, les intrants du secteur de l'énergie, l'acier, le ciment et d'autres biens industriels. Selon les estimations officielles, cette capacité additionnelle pourrait générer des recettes annuelles supplémentaires d'environ 620 M INR (près de 7 M USD), pour Indian Railways, dès la première année de mise en service.

Identifiée dans le cadre du corridor « Énergie, Ciment et Minéraux », cette nouvelle ligne s'inscrit dans la stratégie plus large d'Indian Railways visant à renforcer les infrastructures dans les régions économiquement stratégiques et à fort trafic, tout en soutenant la croissance industrielle et l'amélioration de l'efficacité des services voyageurs.

[En savoir plus](#)

L'Inde accélère l'extension de capacité du port international de Vizhinjam pour renforcer son rôle dans le transbordement mondial

L'Inde a lancé les travaux d'augmentation de capacité du port international de Vizhinjam, situé à Thiruvananthapuram dans l'État du Kerala, marquant une étape clé dans le renforcement des capacités maritimes et de transbordement de conteneurs du pays.

Depuis son entrée en service en décembre 2024, le port de Vizhinjam a déjà traité plus de 1,43 million de conteneurs, opérant à plus de 130 % de sa capacité initiale, et a établi des liaisons directes avec les principales routes maritimes mondiales reliant l'Europe, les Amériques, l'Afrique et l'Extrême-Orient.

Le programme d'extension prévoit l'allongement du quai à conteneurs afin de créer un linéaire continu de 2 kilomètres, le plus long d'Inde, l'extension de la digue à 3,88 kilomètres, ainsi que le développement de nouveaux parcs à conteneurs grâce à des travaux de remblaiement en mer. L'installation de nouvelles grues de quai et de parc permettra la manutention de porte-conteneurs de nouvelle génération pouvant atteindre 28 000 conteneurs. À terme, le port pourra accueillir jusqu'à cinq navires mères simultanément, pour une capacité annuelle d'environ 5,7 millions de conteneurs.

Cette accélération fait suite à la signature, en novembre 2024, d'un accord de concession complémentaire entre le gouvernement du Kerala et Adani Vizhinjam Port Private Limited, permettant d'avancer le calendrier du projet d'environ 17 ans, avec une mise en service complète attendue d'ici décembre 2028. L'investissement total est estimé à 160 Mds INR (environ 1,9 Md USD), dont 74 Mds INR (environ 900 M USD) dédiés aux phases d'extension. Aligné sur les objectifs de la Maritime Vision 2030 et de l'Amrit Kaal Vision 2047, le projet vise à réduire la dépendance de l'Inde aux hubs de transbordement étrangers.

[En savoir plus](#)

Sri Lanka

Deux financements de la SFI pour 186 M USD en soutien au secteur privé et à la modernisation du port de Colombo

La Société Financière Internationale (SFI, ou IFC en anglais) institution du Groupe Banque mondiale spécialisée dans le financement du secteur privé, a annoncé un programme d'investissement de 166 M USD destiné à renforcer l'accès au financement des petites et moyennes entreprises (PME) au Sri Lanka, avec un accent particulier sur les entreprises dirigées par des femmes et le secteur agroalimentaire. Ce financement sera canalisé via trois grandes banques commerciales locales (Nations Trust Bank, Commercial Bank of Ceylon et National Development Bank) sous forme de prêt direct, de mécanismes de partage du risque et de soutien au financement du commerce (*trade finance*). Par ailleurs, l'IFC a proposé un investissement de 20 M USD dans le South Asia Gateway Terminals (SAGT), l'un des trois terminaux à conteneurs du port de Colombo, afin de financer notamment l'acquisition de nouvelles grues *ship-to-shore*. Ce financement doit renforcer la productivité du terminal, alors que le port de Colombo souffre d'un déficit organisationnel structurel à l'origine de congestions et de retards fréquents.

[En savoir plus](#) [En savoir plus](#)

Le port de Colombo atteint un record de 8,29 M TEU en 2025 et vise 15 M TEU de capacité

Le port de Colombo a enregistré en 2025 un trafic record de 8,29 M TEU, selon le vice-ministre des Ports et de l'Aviation civile. Les autorités poursuivent un programme d'expansion visant une capacité annuelle de 15 millions de TEU, appuyé par la pleine exploitation de l'East Container Terminal (ECT) et la phase 2 du West Container Terminal (WCT). La phase 5 du Jaya Container Terminal (JCT), attendue fin 2026, devrait accroître la capacité de manutention d'environ 450 000 TEU par mois et réduire les contraintes d'accostage des navires de grande taille. À terme, l'ECT pourra accueillir simultanément trois grands porte-conteneurs). Les opérateurs alertent cependant sur la congestion portuaire et les problèmes opérationnels qui entraînent des retards logistiques importants et des sauts d'escale par des navires.

[En savoir plus](#)

Ville

Inde

Un métro approuvé entre les aéroports de Mumbai et de Navi Mumbai

L'État du Maharashtra a approuvé la création d'un corridor de métro reliant l'aéroport international Chhatrapati Shivaji Maharaj de Mumbai à l'aéroport international de Navi Mumbai, actuellement en développement. Le projet prévoit la construction d'une ligne de métro d'environ 35 kilomètres, dont près de 9 kilomètres en souterrain, comprenant 20 stations. Le corridor sera interconnecté avec trois autres lignes du réseau de métro existant ou en projet, afin de faciliter les correspondances et l'intégration multimodale à l'échelle de la région métropolitaine de Mumbai (MMR).

L'objectif principal de cette infrastructure est d'améliorer l'accessibilité entre les deux plateformes aéroportuaires, dans un contexte de croissance soutenue du trafic aérien. L'aéroport de Navi Mumbai est destiné à compléter l'aéroport actuel de Mumbai, confronté à des contraintes de capacité et à des possibilités d'extension limitées.

Le coût estimé du projet s'élève à environ 228,62 Mds INR (2,51 Mds USD), un montant supérieur aux évaluations initiales en raison d'ajustements techniques liés au tracé, aux stations et aux travaux souterrains. Les modalités de financement et le calendrier de construction et de mise en service reste à définir.

[En savoir plus](#), [en savoir plus](#)

Approbation de l'Urban Challenge Fund, doté de 11 Mds USD sur 5 ans

Présenté lors de l'exercice budgétaire précédent, l'Urban Challenge Fund (UCF) a été approuvé par le gouvernement indien afin de mettre en œuvre les annonces du budget 2025-2026 relatives aux villes comme pôles de croissance, à la requalification urbaine ainsi qu'à l'eau et à l'assainissement. Doté d'une assistance centrale de 1 000 Mds INR (11 Mds USD), le fonds sera opérationnel sur la période 2026-2031, avec une mise en œuvre pouvant être prolongée jusqu'en 2034.

L'assistance centrale couvrira jusqu'à 25 % du coût des projets, sous réserve qu'au moins 50 % du financement soit mobilisé sur les marchés, notamment via des obligations municipales, des prêts bancaires et des partenariats public-privé. L'objectif est de générer un investissement total estimé à 4 000 Mds INR (44 Mds USD) dans le secteur urbain sur cinq ans. Par ailleurs, un fonds dédié de 50 Mds INR (550 M USD) vise à renforcer la solvabilité de 4 223 villes de tailles petites et intermédiaires en facilitant notamment leur premier accès aux financements de marché.

Les projets seront sélectionnés par appel à propositions compétitif, avec une priorité accordée aux réformes en matière de gouvernance urbaine, de systèmes financiers, d'efficacité opérationnelle et de planification.

[En savoir plus](#)

L'Inde publie les règles de gestion des déchets solides 2026, imposant le tri à la source et le traitement sur site pour les gros producteurs dès avril

L'Inde a publié les règles de gestion des déchets solides 2026 (Solid Waste Management Rules, SWM 2026), qui remplacent le cadre en vigueur depuis 2016 et réforment la gouvernance nationale des déchets. Éditées par le ministère de l'Environnement, des Forêts et du Changement climatique (MoEFCC) en application de la loi sur la protection de l'environnement de 1986, ces règles entreront en vigueur le 1er avril 2026 et s'appliqueront à l'ensemble du territoire.

Le nouveau dispositif renforce les obligations pesant sur les gros producteurs de déchets, responsables d'environ 30 % des déchets solides. Sont concernés notamment les ensembles résidentiels, administrations, entreprises publiques, établissements commerciaux, institutions et campus dépassant certains seuils de superficie, de consommation d'eau ou de production de déchets. Ces acteurs devront assurer le traitement des déchets humides à la source ou obtenir une certification au titre du nouveau mécanisme de responsabilité élargie des gros producteurs (Extended Bulk Waste Generator Responsibility, EBWGR). Les règles imposent un tri à la source en quatre flux : déchets humides, déchets secs, déchets sanitaires et déchets nécessitant une attention particulière. Les déchets humides devront être compostés ou valorisés par biométhanisation, tandis que les déchets secs seront dirigés vers des installations de récupération des matériaux. Les déchets sanitaires et spécifiques devront suivre des filières autorisées distinctes.

Le cadre intègre explicitement les principes de l'économie circulaire, en favorisant notamment l'utilisation de combustibles dérivés des déchets dans les cimenteries et les chaudières industrielles. Les installations utilisant des combustibles solides devront porter progressivement la part de substitution par le RDF à 15 % sur six ans.

Enfin, l'application des règles devrait reposer sur des mécanismes renforcés de contrôle : compensations environnementales fondées sur le principe pollueur-payeur, enregistrement et reporting via un portail numérique centralisé, audits obligatoires des installations de traitement et encadrement strict de la mise en décharge.

[En savoir plus, en savoir plus](#)

Environnement

Inde

L'Inde ajoute deux nouvelles zones humides à la liste de Ramsar, portant à 98 le nombre de sites reconnus au niveau international

À l'occasion de la Journée mondiale des zones humides, célébrée le 2 février 2026, l'Inde a inscrit deux nouveaux sites au titre de la Convention de Ramsar (1982) : le sanctuaire ornithologique de Patna, dans l'État de l'Uttar Pradesh, et la zone humide de Chhari-Dhand, dans le Gujarat.

D'une part, le sanctuaire ornithologique de Patna, situé dans le district d'Etah, est une zone humide d'eau douce accueillant une grande diversité d'oiseaux migrateurs et résidents. D'autre part, Chhari-Dhand, situé dans le district de Kutch, est une zone humide saline remarquable par son interface entre désert et milieux humides. Le site abrite une avifaune riche, ainsi que plusieurs espèces terrestres, dont le chinkara, le loup, le caracal, le chat des sables et le renard du désert, et accueille également des espèces d'oiseaux menacées.

Le nombre de zones humides reconnues est passé de 26 en 2014 à 98 en 2026. Le label Ramsar distingue des zones humides d'importance internationale en raison de leur valeur écologique, tout en appelant à leur conservation à long terme et à une gestion durable.

[En savoir plus](#)

Renforcement de la coopération UE-Inde en matière de transition écologique avec le lancement du CECP III et l'accord de libre-échange

La coopération entre l'Inde et l'Union européenne en matière d'énergie et de climat s'articule depuis 2016 autour du *Clean Energy and Climate Partnership* (CECP), dont la phase III a officiellement été initiée début 2026, marquant dix années de dialogue structuré sur la transition énergétique. Cette nouvelle phase reprend les conclusions de l'*EU-India Energy Panel* de novembre 2024, identifiant comme prioritaires la coopération en matière d'hydrogène bas carbone, d'éolien offshore, de l'intégration des marchés de l'électricité, des réseaux intelligents, de l'efficacité énergétique et de la diplomatie climatique, dans le cadre de la mise en œuvre de l'Accord de Paris. Cette phase III sera supervisée par Expertise France.

En parallèle, l'Inde et l'Union européenne ont conclu un accord de libre-échange, intégrant un chapitre dédié au commerce et au développement durable. De plus, l'UE et l'Inde signeront un protocole d'accord pour créer une plateforme conjointe de coopération en matière d'action climatique, dont le lancement est prévu au premier semestre 2026. L'UE prévoit de mobiliser 500 M EUR sur deux ans afin de soutenir la réduction des émissions de gaz à effet de serre et la transformation industrielle durable de l'Inde.

[En savoir plus](#), [en savoir plus](#)

Santé

Inde

Le secteur indien des dispositifs médicaux devrait atteindre 50,1 Mds USD d'ici 2030, selon un rapport de Rubix Data Sciences

Selon un rapport de Rubix Data Sciences, le secteur indien des dispositifs médicaux devrait atteindre 50,1 Mds USD d'ici 2030, enregistrant un TCAC de 26,9 % par rapport à sa valeur actuelle de 15,2 Mds USD en 2025.

Actuellement, l'Inde se classe au quatrième rang des marchés des dispositifs médicaux en Asie et parmi les 20 premiers au niveau mondial. Selon le rapport, la croissance est stimulée par la hausse des revenus, l'expansion de la couverture d'assurance maladie, le développement des infrastructures de santé, le tourisme médical et les initiatives gouvernementales telles que la politique nationale en matière de dispositifs médicaux (National Medical Devices Policy) et le programme d'incitations liées à la production (PLI). L'étude montre que malgré de solides performances à l'exportation (4,1 Mds USD d'exportations pour l'exercice 2025), le secteur reste largement dépendant des importations, 70 à 80 % de la demande intérieure étant satisfaite par les importations, en particulier pour les dispositifs technologiquement avancés. Par rapport aux exportations, les importations ont plus que doublé, atteignant environ 8,6 Mds USD, avec un taux de croissance annuel composé de 7,1 % sur la même période. Cependant, la récente réduction des droits de douane américains sur les dispositifs médicaux indiens, qui sont passés de 50 % à 18 %, devrait améliorer la compétitivité des exportations des fabricants indiens, en particulier dans les segments à fort volume et sensibles aux prix, renforçant ainsi la position de l'Inde par rapport à des fournisseurs concurrents tels que la Chine.

[En savoir plus](#), [en savoir plus](#)

Le budget indien 2026-2027 prévoit une hausse de 6 % des crédits de santé et la mise en place de mesures en faveur de la formation et de la filière biopharmaceutique

Le gouvernement indien a annoncé le budget pour l'exercice 2026-2027 début février. L'allocation budgétaire à la santé et aux départements connexes a connu une augmentation d'environ 6 %, en cohérence avec l'ambition de *Viksit Bharat*, qui met l'accent sur un développement global, incluant non seulement la croissance économique, mais aussi l'amélioration des niveaux de vie, le renforcement du capital humain et l'accès aux services essentiels tels que les soins de santé. Le gouvernement a annoncé des nouveaux programmes comme *Scheme for Allied Health Care Professionals* et *Biopharma Shakti*.

Le premier prévoit de moderniser les instituts de santé paramédicaux et de former environ 100 000 professionnels de santé alliés au cours des cinq prochaines années afin de renforcer les capacités du système. Le dernier est destiné à stimuler la production nationale de produits biologiques et biosimilaires. Une réforme et un renforcement du régulateur pharmaceutique Central Drugs Standard Control Organisation (CDSCO) accompagneront cette initiative. L'expansion des réseaux d'essais cliniques et la modernisation des infrastructures réglementaires sont également prévues. Par ailleurs, cinq pôles médicaux régionaux seront créés pour intégrer soins, enseignement et recherche, et soutenir le tourisme médical.

[En savoir plus](#), [en savoir plus](#), [en savoir plus](#)

Les géants pharmaceutiques français Servier et Sanofi étendent leur présence en Inde

Servier India a annoncé le lancement d'une plateforme mondiale dédiée aux combinaisons de médicaments en un seul comprimé (SPC) pour les maladies

cardiométaboliques et veineuses, soutenue par un investissement d'environ 17,6 M USD en 2026. Baptisée GATINN, cette plateforme sera basée en Inde et servira de centre de coordination mondial pour le développement, la fabrication et l'exportation de SPC vers les marchés internationaux. Il s'agit de la première plateforme mondiale de ce type pour Servier, qui reflète une évolution plus large vers l'exploitation des capacités de développement et de fabrication de l'Inde, parallèlement à l'expertise française en matière de R&D et de qualité.

Sanofi a également annoncé l'expansion de son centre de compétences mondial (GCC) à Hyderabad, en se fixant pour objectif de porter ses effectifs à plus de 4 500 employés, contre 2 600 actuellement. En 2024, Sanofi a déclaré qu'il investirait 475 M USD dans son GCC indien d'ici la fin de la décennie.

[En savoir plus](#), [en savoir plus](#)

Aviation civile

Inde

Airbus et l'Université Gati Shakti lancent un Centre d'Excellence pour promouvoir la recherche aéronautique durable en Inde

Airbus a inauguré un Centre d'Excellence (CoE) en études aérospatiales à la Gati Shakti Vishwavidyalaya (GSV), à Vadodara, dans l'État du Gujarat. La GSV est la seule université centrale indienne dédiée aux secteurs du transport et de la logistique, couvrant notamment l'aviation, les chemins de fer, les ports, les routes et les chaînes d'approvisionnement. Le Centre a pour objectif de renforcer l'écosystème aérospatial indien à travers la recherche ciblée, l'innovation et le développement des compétences, avec un accent particulier sur les technologies aéronautiques durables.

Un pilier central de l'initiative portera sur la recherche et le développement dans le domaine des carburants d'aviation durables (Sustainable Aviation Fuels – SAF), notamment des projets visant à convertir les déchets municipaux solides en carburant aéronautique, contribuant ainsi à la réduction de l'empreinte carbone du secteur aérien.

Le Centre s'inscrit dans un partenariat plus large annoncé en 2024 entre Airbus et la GSV, fondé sur une approche intégrée combinant développement du capital humain, excellence académique et recherche appliquée. Les principaux axes de coopération comprennent un programme de bourses destiné à 45 étudiants méritants issus de milieux défavorisés, dont un tiers réservé aux femmes, ainsi que la création d'une Chaire Airbus de professeur en études aérospatiales. La collaboration prévoit également un accord d'étude conjointe soutenant des subventions de recherche et développement pour des solutions aéronautiques durables, en associant les capacités académiques de la GSV à l'expertise industrielle d'Airbus.

[En savoir plus](#)

SpiceJet lance des vols quotidiens vers Imphal

La compagnie aérienne indienne à bas coût SpiceJet a annoncé le lancement de ses premières opérations régulières vers Imphal, capitale de l'État du Nord-Est du Manipur, à compter du 10 février 2026. Dans ce cadre, SpiceJet exploitera des vols quotidiens en Boeing 737 reliant Imphal à Calcutta (Bengal Occidental), Guwahati (Assam) et Bombay (Maharashtra). Jusqu'à présent, la connectivité aérienne d'Imphal reposait sur un nombre limité de compagnies et de routes, ce qui se traduisait par des capacités contraintes et des variations tarifaires importantes en période de forte demande.

Les liaisons avec Calcutta et Guwahati renforcent l'intégration d'Imphal au réseau aérien de l'Est et du Nord-Est de l'Inde, tandis que la connexion directe avec Bombay établit un lien avec le principal centre économique et financier du pays.

Pour SpiceJet, ce lancement s'inscrit dans une stratégie d'expansion de son réseau domestique, ciblant des marchés régionaux présentant un fort potentiel de croissance. De plus cette annonce intervient dans un contexte plus large de politiques publiques visant à améliorer la connectivité aérienne des États du Nord-Est, considérée comme un levier de désenclavement territorial et d'intégration économique au niveau national.

[En savoir plus](#), [en savoir plus](#)

L'Odisha annonce un couloir d'essai de drones à Rangeilunda

Le gouvernement de l'Odisha a annoncé la création du premier couloir d'essai de drones commerciaux à l'aéroport de Rangeilunda, en partenariat avec la startup locale BonV Aero. Le couloir permettra de tester des drones dans un espace aérien contrôlé à basse altitude, jusqu'à 1 000 mètres, au sein d'un environnement aéroportuaire opérationnel. L'objectif est de permettre des essais en conditions réelles, couvrant les performances, la sécurité, la navigation et les systèmes de communication des véhicules aériens sans pilote (UAV). Cette infrastructure vise à soutenir des cas d'usage variés, notamment la logistique, l'agriculture, la surveillance, la gestion des catastrophes et l'inspection d'infrastructures. Elle offrira également aux autorités la possibilité d'étudier l'intégration des drones dans l'espace aérien réglementé, en coexistence avec l'aviation conventionnelle. Les données issues de ces essais pourraient contribuer à l'élaboration de normes et de cadres réglementaires pour les opérations de drones à proximité des aéroports.

[En savoir plus](#), [en savoir plus](#)

Création d'un centre d'excellence indo-français en aéronautique à Kanpur (Uttar Pradesh)

Le 19 février, la création d'un Centre national d'excellence (NCoE) pour la formation en aéronautique et défense au National Skill Training Institute (NSTI) de Kanpur, en coopération avec la France, a été annoncé lors d'une déclaration conjointe avec le président français à l'occasion de l'inauguration de l'Année de l'innovation franco-indienne.

Le centre sera établi dans le cadre du programme Pradhan Mantri Skilling and Employability Transformation through Upgraded ITIs (PM-SETU), mis en œuvre par le ministère du Développement des compétences et de l'Entrepreneuriat (MSDE). Une lettre d'intention a été échangée entre le MSDE et les autorités françaises afin d'encadrer la coopération, dans le prolongement du partenariat stratégique bilatéral et du protocole d'accord signé en 2025 dans le domaine de la formation professionnelle.

Le futur centre de Kanpur proposera des formations dans les domaines de l'aéronautique, de la maintenance, réparation et révision (MRO), des opérations aéroportuaires, de la fabrication de défense et des secteurs connexes. La coopération prévoit l'élaboration conjointe de programmes pédagogiques, des formations de formateurs, des revues périodiques, des échanges, des modules linguistiques et la mise en place de dispositifs de mobilité structurés.

Le programme PM-SETU dispose d'une enveloppe globale de 600 Mds INR (6,6 Mds USD) et vise la modernisation de 1 000 instituts de formation industrielle (ITI) à travers le pays. D'autres centres d'excellence sectoriels sont envisagés à Ludhiana (Pendjab), Hyderabad (Telangana), Chennai (Tamil Nadu) et Bhubaneswar (Odisha).

[En savoir plus](#)

L'Himachal Pradesh demande un appui renforcé pour l'aviation régionale

Le gouvernement de l'Himachal Pradesh a sollicité un soutien accru du gouvernement central afin d'améliorer la connectivité aérienne et les infrastructures aéroportuaires de l'État.

Parmi les priorités évoquées figure l'augmentation de la fréquence des vols sur la liaison Chandigarh-Shimla, considérée comme stratégique pour les déplacements administratifs et touristiques. L'État a également demandé une accélération du projet d'extension de l'aéroport de Kangra, identifié comme un nœud clé pour absorber une hausse du trafic passagers. Sur le plan réglementaire, le gouvernement de l'Himachal Pradesh a proposé l'introduction de règles spécifiques de vol à vue, permettant de réduire l'exigence minimale de visibilité de 5 kilomètres à 2,5 kilomètres. Cette mesure viserait à limiter les annulations et retards liés aux conditions météorologiques fréquentes en zone montagneuse. La question de la sécurité aéroportuaire a également été abordée. L'État a suggéré de transférer la responsabilité de la sécurité des aéroports de Kullu et de Shimla de la CISF vers la police de l'État, en raison du faible volume de trafic sur ces plateformes.

[En savoir plus](#)

Maldives

Trans Maldivian Airways élargit sa flotte avec l'arrivée de son 66^{ème} appareil

Trans Maldivian Airways (TMA), principal opérateur de hydravions au monde et acteur clé de la connectivité aérienne intérieure des Maldives, a accueilli le 66^e appareil de sa flotte.

Cette augmentation de capacité intervient dans un contexte de forte demande pour les liaisons aériennes vers les stations balnéaires, essentielles au fonctionnement du secteur touristique maldivien. Depuis l'introduction des services d'hydravion en 1993, TMA a développé une flotte de DHC-6 Twin Otter, desservant aujourd'hui plus de 80 *resorts* répartis sur 16 atolls, avec plus de 400 vols quotidiens. L'augmentation régulière du nombre de touristes aux Maldives (environ 10% en 2025) continue d'être le principal moteur de la croissance économique du pays.

[En savoir plus](#)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de New Delhi

florent.mangin@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : Service Economique Régional de New Delhi

Abonnez-vous : <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/IN/breves-economiques-et-financieres-d-asie-du-sud>